



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA NIÈVRE

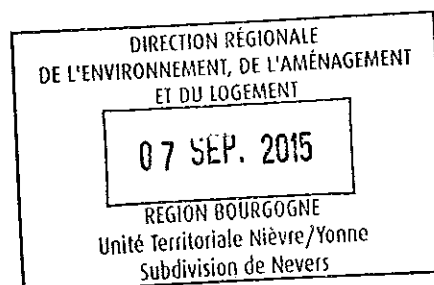
Préfecture de la Nièvre Secrétariat Général

Direction du pilotage interministériel
et des moyens

Guichet unique ICPE
Pôle enquêtes publiques

Tél. 03 86 60 71 47
Télécopie : 03 86 60 72 51

2015-P-1144 *br*



ARRÊTÉ

portant mise en demeure à la Société AXEREAL, de respecter certaines dispositions de l'arrêté préfectoral réglementant, au titre des ICPE, son site de dépôt de céréales et d'engrais liquides et solides implanté sur le territoire de la commune de CLAMECY dans la Nièvre

Le Préfet du département de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 à 8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5,

VU l'arrêté préfectoral n° 84-4018 du 17 octobre 1984, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire « SILOS » n° 2013-352-0002 en date du 18 décembre 2013, portant autorisation à la Société Coopérative Agricole des Vaux d'Yonne et du Nohain (COVYNO) d'installer et d'exploiter un dépôt de céréales et d'engrais liquides et solides sur le territoire de la commune de CLAMECY,

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, modifié, relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

VU l'arrêté du 4 octobre 2010, modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 4 août 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,

CONSIDÉRANT que la société AXEREAL est régulièrement autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral du 17 octobre 1984 susvisé à exploiter un dépôt de céréales et d'engrais liquides et solides sur le territoire de la commune de CLAMECY,

CONSIDÉRANT que l'article 3.2 de l'arrêté précité prévoit que les effluents rejetés par l'établissement doivent présenter certaines caractéristiques,

CONSIDÉRANT que l'article 4.6 de l'arrêté précité prévoit que l'exploitant doit réaliser un contrôle des émissions à l'atmosphère de son établissement une fois par an pendant la période d'activité du silo,

CONSIDÉRANT que l'article 12.5 b de l'arrêté précité prévoit que les sondes thermométriques doivent être équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme et que l'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes,

CONSIDÉRANT que l'article 20 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé prévoit que l'installation des dispositifs de protection contre la foudre et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre,

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 28 juillet 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté qu'aucune analyse des effluents aqueux rejetés par l'établissement n'a jamais été réalisée et que cette non-conformité avait déjà été relevée au cours de la précédente inspection en date du 17 février 2011,

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 28 juillet 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le dernier contrôle des émissions à l'atmosphère a été réalisé le 16 octobre 2009 et hors de la période d'activité du silo,

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 28 juillet 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le système d'alarme des sondes thermométriques ne fonctionne pas et que certaines sondes renvoient des valeurs manifestement erronées,

CONSIDÉRANT que lors de sa visite du 28 juillet 2015, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'étude technique foudre n'était pas encore réalisée et que, par conséquent, l'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention n'ont pas été réalisées au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.2, 4.6 et 12.5 b de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1984 susvisé et des articles 19, 20 et 22 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé,

CONSIDÉRANT que dans ces conditions les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis en toutes circonstances, notamment en matière de sécurité,

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AXEREAAL de respecter les prescriptions des articles 3.2, 4.6 et 12.5 b de l'arrêté préfectoral du 7 octobre 1984 susvisé et des articles 19, 20 et 22 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé,

CONSIDÉRANT qu'un délai de 6 mois maximum apparaît suffisant pour que l'exploitant remettre en conformité toutes ses installations,

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Nièvre

ARRÊTE

ARTICLE 1- PRESCRIPTIONS

La société AXERREAL, sise lieu-dit « La Pièce du Grand Pré » sur la commune de CLAMECY, est mise en demeure de respecter :

- les dispositions des articles 3.2 et 12.5 b de l'arrêté préfectoral n° 84-4018 du 17 octobre 1984, susvisé, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté,
- les dispositions des articles 19, 20 et 22 de l'arrêté du 4 octobre 2010, susvisé, sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté,
- les dispositions de l'article 4.6 de l'arrêté préfectoral n° 84-4018 du 17 octobre 1984, susvisé, lors de la prochaine période de moisson.

ARTICLE 2- SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3- DÉLAIS ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 4- EXÉCUTION ET COPIES

M. le Secrétaire général de la préfecture, Mme le Maire de la commune de CLAMECY, Mme la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du département et notifié à l'exploitant. Une copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL à NEVERS.

Fait à NEVERS, le 31 AOUT 2013
Le Préfet

Pour le Préfet
et par délégation,
M. le Secrétaire Général

Olivier BENOIST